

# Bulletin du FMI

VISITE DE M<sup>ME</sup> LAGARDE EN AFRIQUE

## Emploi et investissement, principaux thèmes du séjour de M<sup>me</sup> Lagarde en Afrique

Bulletin du FMI en ligne  
22 décembre 2011



Christine Lagarde à Niamey avec le Président Mahamadou Issoufou durant sa visite de deux jours au Niger (photo : Stephen Jaffe/FMI)

- Les crises des pays avancés constituent une menace pour l'Afrique subsaharienne
- Le FMI est déterminé à être un « meilleur partenaire », à écouter plus attentivement
- Une gestion prudente des richesses naturelles est cruciale pour financer les dépenses publiques essentielles

Les problèmes des pays avancés peuvent paraître à des années-lumière, mais dans une économie mondiale profondément intégrée, aucun pays, aucune région n'est à l'abri des risques, a déclaré la Directrice générale du FMI, Christine Lagarde, à Lagos, Nigéria, à l'occasion de son premier déplacement sur le continent africain depuis son arrivée à la tête de l'institution. M<sup>me</sup> Lagarde a averti que si rien n'est fait pour mettre en œuvre une solution, notamment dans la zone euro, l'économie mondiale pourrait tomber dans un engrenage d'effondrement de la confiance, d'affaiblissement de la croissance et de diminution de l'emploi.

Grâce à de bonnes politiques économiques, l'Afrique subsaharienne a su créer les conditions d'une croissance plus forte, d'une hausse de l'investissement et d'un recul de la pauvreté, [à déclaré M<sup>me</sup> Lagarde le 20 décembre lors d'une réunion](#) à Lagos. Mais aujourd'hui, la contagion issue des pays avancés menace la région, a-t-elle ajouté.

M<sup>me</sup> Lagarde s'est rendue au Nigéria et au Niger du 18 au 22 décembre dans ce qui a constitué la première étape d'une série de visites sur le continent, qu'elle [conclura en Afrique du Sud](#) du 5 au 7 janvier.

### La résilience de l'Afrique à l'épreuve

Après avoir efficacement riposté à la crise énergétique et alimentaire de 2008, puis à la crise financière mondiale qui a suivi, l'Afrique voit, une fois de plus, sa capacité de résistance mise à l'épreuve face aux récentes retombées des turbulences que connaissent les économies avancées, a déclaré M<sup>me</sup> Lagarde à Niamey.

« Les liens commerciaux et financiers qui, en période faste, jouent un rôle si décisif dans le développement de nos économies, sont devenus paradoxalement les liens par lesquels se propagent aujourd'hui les risques économiques » a-t-elle souligné le 21 décembre lors d'une [intervention devant l'Assemblée nationale du Niger](#).

«Un ralentissement prolongé de la croissance dans les pays avancés, conjugué au regain d'instabilité des marchés financiers, pèsera sur la demande d'exportations africaines. Il pourrait aussi freiner les flux de financements privés, les envois de fonds des travailleurs expatriés et, peut-être, l'aide» a déclaré M<sup>me</sup> Lagarde aux députés nigériens.

Dans une déclaration rendue publique au terme de son séjour au Niger, M<sup>me</sup> Lagarde a noté que le pays est confronté aux tensions découlant des répercussions de la crise libyenne ainsi que de la baisse de la production agricole et de l'aggravation des pénuries alimentaires dans certaines de ses régions. Elle a précisé que les autorités et une équipe du FMI s'étaient entendues sur un programme économique pour la période 2012–14 pouvant bénéficier d'un concours d'environ 123 millions de dollars au titre de la Facilité élargie de crédit du FMI, sous réserve de son approbation par la direction et le Conseil d'administration de l'institution.

### **Un partenariat encore plus étroit**

Durant son séjour en Afrique, Mme Lagarde a rappelé que le FMI était prêt à accompagner ses pays membres d'Afrique subsaharienne et à «être un meilleur partenaire».

«Je suis déterminée à promouvoir un dialogue plus intense et plus fructueux, qui permettra au FMI d'être encore plus attentif à vos besoins. Nous serons ainsi en mesure de vous servir encore plus efficacement», a-t-elle dit lors d'une réunion à Lagos.

Au Niger, la Directrice générale a engagé les gouvernements africains à mobiliser les recettes issues des ressources naturelles au profit des investissements publics efficaces nécessaires pour nourrir la croissance et créer des emplois. Elle a ajouté que l'augmentation des recettes pétrolières et minières nigériennes, si elle est judicieusement mise à profit, pourrait aider à promouvoir une croissance plus généralisée et plus solidaire.

M<sup>me</sup> Lagarde a rappelé que l'un des principaux objectifs devrait être d'atténuer, dans la mesure du possible, la vulnérabilité du Niger aux fluctuations des cours des produits de base compte tenu de leur importance croissante comme source de recettes budgétaires.

«Pour l'atteindre, il faut inscrire la politique budgétaire dans un cadre à moyen terme, de manière à lisser les dépenses et utiliser judicieusement les gains générés par la montée des cours», a-t-elle déclaré à l'Assemblée nationale à Niamey. Elle a par ailleurs rappelé combien il est important d'épargner en périodes fastes pour être en mesure de parer aux chocs éventuels.

«Cela signifie mobiliser les recettes issues des ressources naturelles au profit d'investissements publics efficaces dans l'infrastructure, l'agriculture, la santé et l'éducation. Des investissements à rendement élevé, nécessaires pour nourrir la croissance et créer des emplois», a ajouté Mme Lagarde.

### **Recettes pétrolières**

Le discours prononcé par la Directrice générale devant les parlementaires nigériens reprenait certains des thèmes liés aux ressources naturelles qu'elle avait évoqués au Nigeria, le plus gros producteur de pétrole d'Afrique. Lors d'une réunion à Lagos, M<sup>me</sup> Lagarde a précisé

que la création d'un fonds souverain et le souci de mobiliser les recettes pétrolières en faveur de la stabilisation et de l'investissement constituaient des avancées remarquables.

Une gestion prudente de ces recettes permettra aussi de prendre en charge d'autres dépenses publiques essentielles. Compte tenu du chemin qui reste à parcourir pour atteindre les [objectifs du Millénaire pour le développement](#), il est particulièrement important d'accroître les crédits pour renforcer les dispositifs de protection sociale, y compris dans des domaines tels que la santé materno-infantile, a souligné M<sup>me</sup> Lagarde. «En diversifiant son économie, le Nigéria pourra mieux résister aux chocs et promouvoir une croissance plus généralisée, génératrice de débouchés et d'emplois pour l'ensemble de la population».

Selon M<sup>me</sup> Lagarde, le Nigéria doit notamment être attentif au risque de tassement des cours mondiaux du brut si la demande mondiale venait à s'affaiblir.

«Face à toutes ces menaces, ce qui me préoccupe le plus pour de nombreux pays de la région, c'est que leur capacité à absorber de nouveaux chocs n'est plus ce qu'elle était il y a trois ans. De plus, le ralentissement mondial de l'activité pourrait cette fois être plus prononcé».

«Il s'ensuit que le chemin de crête est étroit — il s'agit de contrer les risques immédiats induits par le ralentissement mondial tout en préservant les ressources budgétaires nécessaires pour investir dans les infrastructures dont le pays a tant besoin pour promouvoir l'emploi et la croissance», a déclaré M<sup>me</sup> Lagarde.

## **Infrastructures**

Dans une tribune publiée dans la presse nigériane, M<sup>me</sup> Lagarde a rappelé que pour de nombreux pays africains la priorité était de répondre à la demande croissante dont font l'objet leurs richesses naturelles et de combler les graves déficits d'infrastructures.

Dans une déclaration rendue publique au terme de son séjour au Nigéria, où elle a rencontré le Président Goodluck Jonathan, la Ministre des Finances Ngozi Okonjo-Iweala et le Gouverneur de la Banque centrale Sanusi Lamido Sanusi, la Directrice générale a précisé qu'elle était venue en Afrique avant tout pour écouter les pays membres du continent. Outre les autorités, elle a également rencontré des représentants de la société civile et du secteur privé.

Au Niger, M<sup>me</sup> Lagarde a visité deux villages proches de Niamey, rencontré des représentants du monde bancaire et du secteur privé et prononcé un discours à l'Assemblée nationale.